

# La sécurité au juste prix

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1446

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026207>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## La sécurité au juste prix

L'ARMÉE ET LA volonté de défense ont façonné l'identité helvétique. Mais, paradoxalement, au pays de la démocratie directe, le peuple n'a pas son mot à dire dans ce dossier. Certes le souverain a pu se prononcer sur la suppression de l'armée et l'achat de nouveaux avions de combat. Mais jamais sur la conception de la défense qui reste l'affaire des experts, beaucoup, et des autorités.

L'initiative socialiste, qui demande la réduction de moitié du budget militaire en dix ans, offre enfin la possibilité d'un tel débat. Car ce cadre financier contraignant impose de redéfinir la politique de défense.

En effet, le Conseil fédéral comme le Parlement peinent à intégrer la nouvelle donne internationale et européenne. Paralysés par une conception périmée de la neutralité, ils persistent à promouvoir une armée axée en priorité sur la défense du territoire – contre qui? – au mépris des conditions actuelles et futures prévisibles. Voir par exemple le récent achat de 186 chars de grenadiers, dont la seule justification paraît être la protection du parc actuel de blindés, sans questionnement sur l'opportunité d'entretenir encore un tel parc.

En réalité la conception officielle de la défense, avec une progression prévue des dépenses, traduit un vaste mouvement de transfert des charges du secteur privé vers l'Etat. Les entreprises vont profiter de la réduction des effectifs et de l'in-

roduction d'un service de longue durée. Mais, par contre, l'économie ne veut pas renoncer aux commandes du Département de la défense. Dès lors, on comprend mieux pourquoi Economiesuisse – nouvelle appellation du Vorort – dirige la campagne contre l'initiative.

L'initiative socialiste s'inscrit dans une tendance forte de réduction des budgets militaires, induite par la chute du mur de Berlin. La Suisse n'échappe d'ailleurs pas à cette tendance. Le budget actuel de la défense avoisine 5 milliards de francs contre 6,4 milliards en 1987.

Pour atteindre l'objectif fixé par l'initiative, il faut encore amaigrir ce budget de 1,8 milliard en dix ans. Un objectif qui

*Enfin un débat*

*populaire sur l'armée*

nous contraindrait enfin à penser notre défense dans un contexte européen, c'est-à-dire à renoncer à l'option mégalomane et irréaliste d'une sécurité en solitaire et à concrétiser cette « sécurité par la coopération » prônée par le Conseil fédéral. Et à participer pleinement aux efforts de la communauté internationale en matière de maintien de la paix.

Les socialistes sont-ils conscients de l'enjeu? En tout cas pas celles et ceux qui s'apprêtent à joindre leurs voix à celles de l'UDC et de l'ASIN pour combattre le possible envoi de soldats armés à l'étranger et qui, de ce fait, rendent un bien mauvais service à leur initiative. Antimilitariste et béatement pacifiste, cette dernière n'a aucune chance. JD